

tenue sous la présidence de Monsieur FEDI, assisté(e)
de Madame LE MESTRIC et Madame FABRE, Conseillères
En présence de Madame LOURTET , Rapporteure publique
Madame MARQUET, Greffière

10 heures 00

01)	DOSSIER N° 2307049	RAPPORTEURE: Madame Elisa FABRE
Titre de l'affaire	Annuler l'ordonnance du 15 décembre 2022 du 1er président de la cour d'appel d'Aix mettant fin avant terme aux fonctions de conciliateur de justice du requérant en application de l'article 3 du décret 78-381, ensemble le relet de son recours hiérarchique.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur H	SAS BOUCARD - CAPRON - MAMAN
Défendeur	MINISTERE DE LA JUSTICE - GARDE DES SCEAUX	
02)	DOSSIER N° 2305092	RAPPORTEURE: Madame Elisa FABRE
Titre de l'affaire	Annuler 7 avis des sommes à payer émis par l'OFII à son encontre entre le 06 février et le 29 mars 2023 pour le recouvrement de la somme totale de 3 902 euros correspondant à la taxe employeur qui lui est réclamée au titre de l'emploi des 7 salariés.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	ARDAGH METAL PACKAGING FRANCE	Maître DOSSETTO Michel (Cour)
Défendeur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	
03)	DOSSIER N° 2303830	RAPPORTEURE: Madame Elisa FABRE
Titre de l'affaire	Requête tendant à la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser la somme de 65 000 euros d'indemnisation suite au refus de reconnaître l'imputabilité au service de sa maladie et l'octroi d'un congé longue maladie.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame I	Maître PELGRIN Karine
Défendeur	METROPOLE-AIX-MARSEILLE PROVENCE	SELARL SINDRES

10 heures 00

04)	DOSSIER N° 2303659	RAPPORTEURE: Madame Elisa FABRE
Titre de l'affaire	Requête tendant à la condamnation de la commune de Marseille à lui verser la de 20 000 euros au titre du préjudice financier, professionnel et moral subi.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame K	Maître PELGRIN Karine
Défendeur	COMMUNE DE MARSEILLE	
05)	DOSSIER N° 2303807	RAPPORTEURE: Madame Elisa FABRE
Titre de l'affaire	Condamner le département des Hautes-Alpes à lui verser la somme de 48 278,67 euros en indemnisation des préjudices nés des erreurs de qualification de son échelon et de leurs conséquences.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame P	SELARL ROUANET AVOCATS
Défendeur	DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES	Maître BRUNIERE Marine (Cour)

Arrêté le 24/11/2025

Le président du tribunal